

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 29 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A.

Le Poulaillon
42460 Sevelinges

Références : UID4243-EAR-23-260
Code AIOT : 0006103500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 juillet 2023 dans l'établissement TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A. implanté Le Poulaillon 121 Chemin de la teinturerie 42460 Sevelinges. L'inspection a été annoncée le 17 juillet 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEINTURES ET APPRETS TRAMBOUZE S.A.
- Le Poulaillon 121 Chemin de la teinturerie 42460 Sevelinges
- Code AIOT : 0006103500
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans la teinture sur fil et sur pièces, mais également dans les apprêts pour tissus.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvements et consommation d'eau,
- suites incident "rupture de canalisation".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Suites incident rupture canalisation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
4	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 2	/	Sans objet
5	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 9	/	Sans objet
6	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16	/	Sans objet
9	Suites incident rupture canalisation	Autre du 27/06/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de relever des non-conformités et observations pour lesquelles l'exploitant devra apporter des éléments de réponse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Cas général : réduction de la consommation d'eau : - moins 25 % en alerte, - moins 50 % en alerte renforcée, - arrêt en crise Sauf si exemption
Constats : L'exploitant a connaissance des dispositions de l'arrêté cadre sécheresse applicable pour le département de la Loire. A la date de la visite objet du présent rapport, la zone dans laquelle est située l'entreprise est placée en vigilance. Aucune mesure de restriction n'est imposée. L'exploitant a toutefois diffusé une note à l'ensemble du personnel afin d'attirer leur attention sur la situation, de prendre d'ores et déjà des mesures pour économiser l'eau et signaler à la direction de l'entreprise toute détection de fuite. Afin d'être exempté des dispositions générales imposant une réduction progressive des prélèvements (- 25%, -50% et arrêt), l'exploitant a répondu au questionnaire de la DREAL le 20 mars 2023 et a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum". Il s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, respect des prescriptions AP Cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: Les opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau doivent être reportées.</p> <p>Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :</p> <p>1) Pour toutes les entreprises : consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m³/an et consommation totale inférieure à 7000m³/an (consommation à partir du milieu naturel inférieure à 1000m³/an dans le milieu + consommation sur le réseau d'eau potable) ; une utilisation économe de l'eau est néanmoins mise en œuvre pour ces activités.</p> <p>2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b). Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production. Pour les ICPE, des informations détaillées sont disponibles sur le site internet de la DREAL Auvergne Rhône Alpes et en particulier à l'adresse https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/eau-r3762.html</p>
<p>Constats : Comme mentionné au point de contrôle précédent, l'exploitant a indiqué vouloir bénéficier du régime d'exemption "prélèvements réduits au minimum" et s'est engagé à constituer un plan de sobriété hydrique (PSH).</p> <p>Les volumes déclarés au titre de l'année 2022 (Gerep) sont : - prélèvement dans La Trambouze : 141 008 m³, - prélèvement réseau AEP : 1958 m³.</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté l'état d'avancement son PSH.</p> <p>I - Diagnostic des consommations : Les milieux de prélèvements sont identifiés et connus. Le bilan des consommations annuelles est présenté depuis 1999 (un pic de consommation a été atteint en 2004 avec 575 900 m³/an). Les volumes annuels utilisés pour les 3 principales zones de l'entreprise sont précisés (bâtiment fil, bâtiment pièces, chaufferie). Les volumes rejetés sont connus compte tenu de l'autosurveillance réalisée au niveau du rejet final après pré-traitement des effluents. Une différence de 20% entre le volume prélevé et le volume rejeté est identifié, et pourrait être liée en grande partie à de l'évaporation. Des schémas de principe présentant la circulation de l'eau (schéma général, usine fil, usine pièces) ont été présentés. Ils identifient les principales installations des ateliers et montrent les sens d'écoulement des eaux entre les différents équipements.</p>

II - Etat de l'art des économies d'eau :

Les ratios m3 consommé/chiffre d'affaire et m3 consommé/kg ont été intégrés depuis 1999. En première approche, ils ne permettent pas d'identifier une amélioration de la gestion de l'eau. Au cours de la visite, l'exploitant a notamment évoqué les arguments suivants :

- l'usine a été initialement conçue pour traiter de très grosses quantités, notamment au niveau de la teinture fil (activité fil divisée par environ 10 depuis le début des années 2000),
 - depuis 1999, les activités du site ont changé avec l'évolution du marché du textile dans la région. L'exploitant travaille "à façon" en fonction des marchés et demandes des clients. La nature des produits à traiter influence la consommation (maille, fil, éponge, polyester, etc...).
- Bien que ne relevant pas de la directive IED, l'exploitant a identifié le Bref textile dont les conclusions ont été publiées en décembre 2022.

III - Recensement des actions de réductions :

Les actions réalisées sur site et ayant un impact sur la consommation d'eau ont été listées depuis 1999.

Des actions à mettre en œuvre en situation de sécheresse sont citées, l'exploitant a fixé un objectif de réduction des prélèvements en fonction des seuils d'alerte (sur la base d'un prélèvement nominal de 600 m3/j) correspondant aux réductions forfaitaires imposés par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (-5%, -10% et -25%).

Observations :

Le PSH présenté comporte les informations permettant de justifier, au titre de l'année 2023, que les prélèvements sont réduits au minimum. L'inspection considère que l'exploitant peut ainsi bénéficier du régime d'exemption au cadrage général de l'arrêté préfectoral applicable au département de la Loire en situation de sécheresse.

La lecture du PSH a toutefois permis d'identifier les pistes d'améliorations suivantes. L'inspection invite l'exploitant à les prendre en compte dans le cadre de la mise à jour régulière de ce document :

Partie I :

- préciser les coordonnées du point de prélèvement dans la Trambouze, celui-ci étant localisé en dehors du périmètre d'exploitation de l'entreprise,
- quantifier le volume d'eau utilisé pour le refroidissement, tout en précisant bien que ce volume est recyclé et réutilisé au sein de l'usine (il ne doit pas être compté deux fois),
- indiquer les prélèvements pouvant être momentanément suspendus en situation de sécheresse pour chaque poste de consommation (indiquer zéro si aucun report n'est possible),
- le point de prélèvement est situé dans la Trambouze, le rejet final s'effectue dans le Rhins après avoir transité par la station communale d'Amplepuis en Ruire. Les milieux sont différents et éloignés, il ne peut pas être considéré qu'il s'agit de la même masse d'eau (question 7a), la notion de "prélèvement net" ne peut pas être retenue,
- en complément du schéma général, intégrer dans le PSH les schémas de principe des circuits d'eau des usines fil et pièces présentés au cours de la visite,
- faire apparaître sur ces schémas les flux de consommation d'eau ou de rejet par installation (ces schémas montrent que de nombreux compteurs sont présents dans l'usine).

Partie II :

- calculer les ratios m3/kg par type d'activité (notamment et fil et pièce),
- effectuer une comparaison des ratios effectivement réalisés avec ceux mentionnés dans les conclusions du Bref textile (tableau 1.1).

Partie III : - pour les actions de réduction des prélèvements en fonctionnement courant, essayer de compléter le tableau de la façon la plus exhaustive possible notamment en quantifiant les gains espérés en volume d'eau pour les opérations à venir et obtenus pour les opérations réalisées (au moins les plus récentes), en précisant le montant des investissements, etc..., - pour le tableau spécifique aux périodes de sécheresse, compléter la colonne mesures générales par les dispositions applicables de l'arrêté cadre sécheresse du département de la Loire, - en situation de sécheresse, les pourcentages de réduction à mettre en œuvre fixés par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 s'appliquent au volume de référence défini par l'article 2-II de ce même arrêté (et non le prélèvement nominal).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Dans le cadre de la présentation du PSH, l'exploitant a fourni des schémas de la gestion de l'eau (schéma hydraulique total, schémas des ateliers fils et pièces). Ils sont datés de juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Prélèvements maximums autorisés : Eau superficielle : LA TRAMBOUZE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À SA CONFLUENCE AVEC LE RHINS, FRGR0181 Quotidien : 2500 m ³ Mensuel : 45000 m ³ Annuel : 410000 m ³ Horaire : 125 m ³ /h Réseau public : Sévelinges- Quotidien : 2500 m ³ Mensuel : 45000 m ³ Annuel : 410000 m ³ Horaire : 125 m ³ /h
Constats : Les éléments présentés par l'exploitant au cours de la visite montrent le respect des volumes maximums autorisés. Le débit maximal lié au dimensionnement des pompes est de 120 m ³ /h. En cas de déficit milieu, l'exploitant a la possibilité de prélever l'eau sur le réseau AEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2019, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnements en eau
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les prélèvements dans « la Trambouze » s'effectuent via une prise d'eau alimentant un bief puis un bassin artificiel. Les eaux de ce bassin artificiel sont ensuite pompées pour être utilisées dans le process industriel du site. Les ouvrages d'alimentation du bief et de la prise d'eau permettent à l'eau de passer de manière gravitaire et sans risque de panne, prioritairement dans « la Trambouze » de telle sorte que si le débit de 60 l/s dans ce cours d'eau n'est pas atteint, aucune eau ne puisse alimenter le bief de T.A.T. (Cf. Plan annexe 1).
Constats : La visite du point de prélèvement a permis de constater l'absence d'obstacles (branches notamment) qui viendraient limiter le débit minimum à réserver au cours d'eau. L'exploitant n'a pas apporté de modifications à l'ouvrage, sa conception générale correspond au plan annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 novembre 2019 (au cours de la visite, il n'a pas été procédé à des prises de côte pour vérifier la hauteur des différentes parties).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure débit prélevé
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : Le compteur principal (TW01) lié à l'utilisation des eaux de la Trambouze est relevé une fois par jour (le relevé a été présenté au cours de la visite). Depuis le passage en vigilance, l'ensemble des compteurs et sous-compteurs est relevé au moins une fois par semaine. Au début de l'année 2023, l'exploitant a fait réaliser par une entreprise spécialisée un état des lieux de l'ensemble des compteurs et sous-compteurs présents dans l'usine. Des nouveaux compteurs ont été installés, certains existants ont été remplacés et il est prévu un étalonnage de chacun de ces compteurs une fois par an. Ce dispositif de suivi renforcé a permis l'exploitant de détecter des fuites sur certaines vannes.
Observations : Sur le PSH présenté, il est noté que le compteur du réseau AEP est relevé une fois par mois. En application de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, et dès lors que le débit prélevé n'est pas susceptible d'être supérieur à 100 m3/j, l'exploitant doit veiller à relever ce compteur au moins une fois par semaine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'arrêté d'autorisation fixe, en tant que de besoin, les dispositions à prendre pour la réalisation et l'entretien des ouvrages de prélèvement. Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, les dispositions des articles L. 214-18 et L. 432-6 du code de l'environnement. Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.
Constats : Des dispositifs de disconnexion existent, l'exploitant les fait contrôler une fois par an par une entreprise spécialisée. La conception de l'ouvrage de prélèvement dans la Trambouze permet de prioriser un débit réservé pour le cours d'eau (cf point de contrôle n°5).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Suites incident rupture canalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Les paramètres ci-dessous font l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle, avec des analyses en périodes de hautes eaux et de basses eaux.</p> <ul style="list-style-type: none">• Hydrocarbures totaux• Métaux (Cu, Cr)• Nonylphénols• Composés perfluorés (*) <p>Ils sont complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols et dans les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur le site.</p> <p>Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.</p> <p>(*) : Pour le cas des composés perfluorés, ces paramètres pourront ne pas faire l'objet d'analyses dès lors que l'exploitant est en capacité de justifier que le début de fuite de la canalisation est survenu après un arrêt définitif de l'utilisation des produits en contenant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats de la première campagne d'analyses le 28 décembre 2022. Les paramètres nonylphénols et composés perfluorés n'avaient pas été analysés. Un rapport d'analyse de l'ensemble des documents transmis a été établi par l'inspection le 24 février 2023 et adressé à l'exploitant. Il indiquait notamment à l'exploitant le constat d'oubli de ces paramètres et la nécessité de réaliser une surveillance des eaux superficielles en application de l'article 5.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2022.</p> <p>Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a indiqué avoir rencontré des difficultés avec le prestataire externe en charge de ce dossier pour lui faire effectuer les analyses des paramètres demandés.</p> <p>Depuis la première campagne, aucune nouvelle analyse des eaux souterraines n'a été réalisée.</p> <p>Non-conformité : Sous un délai de 3 mois, la surveillance des eaux souterraines, telle que prévue par l'article 5.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2022, doit être réalisée en veillant à bien intégrer les paramètres nonylphénols et composés perfluorés.</p> <p>Une surveillance du cours d'eau "La Trambouze" doit être mise en œuvre en application de l'article 5.8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2022 sous un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Suites incident rupture canalisation

Référence réglementaire : Autre du 27/06/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Suivi inspection 2022 (point de contrôle n°1) : L'inspection demande à l'exploitant d'établir, sous un délai de 2 mois, le rapport d'accident tel que prévu par l'article R 512-69 du code de l'environnement.
Constats : Le rapport d'accident a été remis au cours de la visite objet du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>I. « Capacité des rétentions. »</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; – dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>La visite des installations a permis d'effectuer les constats suivants :</p> <p>L'exploitant a effectué du tri de déchets et de "vieux produits" non terminés et plus utilisés. Les fûts et bidons ont été rassemblés dans un local de l'usine tissu où seuls la direction et le responsable maintenance ont accès. Des îlots par famille de produit ont été créés. L'exploitant a prévu une évacuation des produits comportant des pictogrammes de danger au 2eme semestre de l'année 2023, le reste sera évacué en 2024.</p> <p>L'identification des produits ou familles de produits n'est pas systématiquement réalisé ou facilement identifiable. Pour les récipients contenant des produits liquides, ils ne sont pas tous positionnés sur rétention.</p> <p>Des fûts contenant des résidus de produits utilisés pour faire des test de nouvelles fabrications sont entreposés sans être associés à une capacité de rétention.</p> <p>Non-conformité : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant positionnera sur rétention les fûts visés par le présent point de contrôle. Sous ce même délai, il mettra en place des étiquetages permettant d'identifier les déchets entreposés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois